

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

18 septembre 2019

BIOÉTHIQUE - (N° 2243)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

**AMENDEMENT**

N ° 1002

présenté par  
M. Nury et M. Perrut

-----

**ARTICLE PREMIER**

I. – À l’alinéa 3, substituer aux mots :

« ou de deux femmes ou toute femme non mariée ont ».

le mot :

« a ».

II. – En conséquence, à l’alinéa 5, supprimer les mots :

« ou la femme non mariée ».

III. – En conséquence, au début de l’alinéa 6, supprimer les mots :

« Lorsqu’il s’agit d’un couple, ».

IV. – En conséquence, à la première phrase de l’alinéa 10, supprimer les mots :

« ou la femme non mariée ».

V. – En conséquence, à la dernière phrase du même alinéa, supprimer les mots :

« ou à la femme non mariée ».

VI. – En conséquence, à l’alinéa 11, supprimer les mots :

« ou la femme non mariée ».

VII. – En conséquence, à l’alinéa 12, supprimer les mots :

« ou une femme non mariée ».

VIII. – En conséquence, à l’alinéa 14, supprimer les mots :

« ou la femme non mariée ».

IX. – En conséquence, au même alinéa, supprimer les mots :

« ou une autre femme non mariée ».

X. – En conséquence, à l’alinéa 15, supprimer les mots :

« ou une autre femme ».

XI. – En conséquence, à l’alinéa 16, substituer aux mots :

« , le membre survivant ou la femme non mariée »

les mots :

« ou le membre survivant ».

XII. – En conséquence, à l’alinéa 17, supprimer les mots :

« ou une femme non mariée ».

XIII. – En conséquence, à la première phrase de l’alinéa 18, supprimer les mots :

« ou la femme non mariée ».

XIV. – En conséquence, procéder à la même suppression aux alinéas 19 et 20.

XV. – En conséquence, à l’alinéa 21, supprimer les mots :

« ou à la femme non mariée ».

XVI. – En conséquence, à la fin de la deuxième phrase de l’alinéa 26, substituer aux mots :

« ou de la femme non mariée concernés »

le mot :

« concerné ».

XVII. – En conséquence, à la première phrase de l'alinéa 27, supprimer les mots :

« du ou ».

XVIII. – En conséquence, à la fin de l'alinéa 29, supprimer les mots :

« ou de la femme non mariée ».

XIX. – En conséquence, procéder à la même suppression à la fin de la première phrase de l'alinéa 30.

XX. – En conséquence, à la seconde phrase du même alinéa, supprimer les mots :

« ou la femme célibataire ».

XXI. – En conséquence, à l'alinéa 31, supprimer les mots :

« ou la femme non mariée ».

XXII. – En conséquence, rédiger ainsi le début de l'alinéa 32 :

« 4° Informer les deux membres du couple de l'impossibilité ... (le reste sans changement). »

XXIII. – En conséquence, à l'alinéa 33, supprimer les mots :

« ou à la femme non mariée ».

XXIV. – En conséquence, à l'alinéa 38, supprimer les mots :

« ou de la femme ».

XXV. – En conséquence, à l'alinéa 41, supprimer les mots :

« ou la femme non mariée ».

XXVI. – En conséquence, au même alinéa, substituer au mot :

« recourent »

le mot :

« recourt ».

XXVII. – En conséquence, audit alinéa, substituer au mot :

« doivent »

le mot :

« doit ».

XXVIII. – En conséquence, audit alinéa, substituer au mot :

« leur »

le mot :

« son ».

### EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à supprimer toutes les parties du texte qui ouvrent la possibilité aux couples de femmes ou aux femmes seules d'avoir recours à la procréation médicalement assistée.

Ces mesures reviennent à consacrer, a priori, la naissance d'enfants sans pères à une époque où les pères investissent davantage la paternité que les sociétés antérieures. Elles risqueraient de troubler ce progrès social en édictant une loi dans laquelle les pères deviennent facultatifs.

De même, existe un risque de réintroduire un fort clivage entre les hommes et les femmes en prenant le parti d'un sexisme renversé.

Ce texte prive non seulement l'enfant d'une figure paternelle nécessaire à son bon développement mais il le prive également d'une partie de ses origines biologiques. Choses dont l'enfant a indéniablement besoin pour son épanouissement.

Concernant l'ouverture de la procréation médicalement assistée aux femmes seules, le risque majeur est celui de l'insécurité qui en résulte pour l'enfant. Le CCNE indiquait en 2017 : « Alors que la société considère que l'absence de père est un préjudice qu'elle tente, dans certaines circonstances, de pallier, au moins financièrement, et alors que l'on s'inquiète de l'augmentation du nombre de familles monoparentales, il paraît paradoxal d'institutionnaliser, d'organiser en toute connaissance de cause des naissances sans père. ».

L'expérience montre qu'une personne a beaucoup plus de mal à éduquer ses enfants lorsqu'elle est seule, en raison des aléas de la vie, du chômage.

L'ouverture de cette procédure fait courir un risque supplémentaire et injustifié à l'enfant. C'est pourquoi cet amendement prévoit de la supprimer.